

ENTRETIEN AVEC MORTEN JERVEN

PROPOS RECUEILLIS PAR BÉATRICE HIBOU ET BORIS SAMUEL

UN DEMI-SIÈCLE DE FICTIONS DE CROISSANCE EN AFRIQUE

Morten Jerven est historien de l'économie. Depuis 2007, il travaille sur la production des statistiques sur les revenus et la croissance en Afrique. Son travail montre l'imprécision qui entoure l'usage des données et en analyse les implications. Il étudie également les méthodes statistiques dans une perspective historique. M. Jerven a conduit des recherches de terrain au Botswana, au Ghana, au Kenya, au Malawi, au Nigeria, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie¹.

Béatrice Hibou et Boris Samuel: La signification accordée à la croissance est un enjeu important de notre recherche sur la macroéconomie par le bas. Votre travail met en exergue l'importance des multiples erreurs statistiques dans la formation des récits sur la croissance. Pouvez-vous nous expliquer votre position ?

Morten Jerven: Quand on compare les estimations du revenu national entre des pays – ce qu'on appelle désormais le Produit Intérieur Brut –, il existe plusieurs méthodologies qui conduisent à des résultats différents. Les économistes de l'OCDE, de la Banque mondiale ou encore du FMI ont en effet le choix entre diverses méthodes d'évaluation: par exemple pour les données sur les prix, nécessaires à de tels calculs, ils peuvent choisir entre différentes tables de référence (comme les «*Penn World Tables*»). Selon les bases de données et les techniques utilisées, les comparaisons de croissance pourront ainsi conduire à des résultats divergents. Que les bases de données internationales se contredisent peut paraître étonnant, mais c'est un fait bien connu des économistes qui le considèrent en général comme relevant de «*questions techniques*». Si c'était une simple question de méthodologie, on pourrait s'attendre à ce que les différences soient systématiques et logiques. Or ce n'est

1. De nombreux points évoqués dans cet entretien sont développés de manière plus extensive dans différents articles; voir par exemple M. Jerven, «*The Relativity of Poverty and Income: How Reliable Are African Economic Statistics?*», *African Affairs*, vol. 109, n° 434, 2010, p. 77-96; «*Random Growth in Africa? Lessons from an Evaluation of the Growth Evidence on Botswana, Kenya, Tanzania and Zambia, 1965–1995*», *Journal of Development Studies*, vol. 46, n° 2, 2010, p. 274-294; «*Users and Producers of African Income: Measuring African Progress*», *African Affairs*, vol. 110, n° 439, 2011 p. 169–190; «*Growth, Stagnation or Retrogression? On the Accuracy of Economic Observations, Tanzania, 1961-2001*», *Journal of African Economies*, vol. 20, n° 3, 2011, p. 377-394.

pas le cas. Lorsque vous comparez des estimations de croissance entre des pays ou sur des périodes d'une décennie environ, les incohérences entre les résultats, loin d'être régulières dans le temps et entre les pays, sont complètement imprévisibles et inexplicables par une simple différence d'approche méthodologique. En réalité nous ne savons pas grand-chose des séries sous-jacentes qui sont utilisées, si bien que ceux qui les utilisent pour produire des comparaisons font en général comme si elles étaient fiables, alors qu'elles sont aussi le fruit du hasard.

B. H. et B. S. : Pouvez-vous être plus explicite ? De quels types d'incohérences méthodologiques parlez-vous ?

M. J. : Prenez la question du « *rebasement* », c'est-à-dire le changement de base à partir de laquelle une série statistique est constituée. Le PIB est toujours calculé en utilisant ce que les statisticiens appellent l'« année de base », c'est-à-dire une année où des calculs solides et exhaustifs ont été faits. Chaque année le PIB est alors calculé en référence à cette année de base. Pour que les comptes soient exacts et fiables, cette base doit être régulièrement mise à jour, surtout quand les changements économiques sont importants. Mais ces révisions de base sont réalisées au niveau national, en fonction de facteurs divers, notamment les priorités politiques et économiques, ou encore des programmes de modernisation administrative. Cependant, les données internationales étant présentées sans ou avec très peu de métadonnées, on ignore quand les révisions de base sont effectuées et quelle méthode a été utilisée. Cela génère beaucoup d'opacité dans les bases de données internationales. Prenez le récit historique de la croissance des années 1960 jusqu'à aujourd'hui, tel que vous pouvez l'obtenir de la Banque mondiale. Si vous lisez les publications nationales sur lesquelles ces données se fondent, vous vous apercevrez qu'elles sont constituées de séries aux méthodologies très hétérogènes. Les premières données peuvent être basées sur l'année 1962, les suivantes sur 1974, et puis d'autres peut-être sur le début des années 1980. Par ailleurs, presque tous les pays ont connu un changement de base dans les années 1990. Mais dans les bases de données, vous n'avez pas accès à ces informations, et vous ne savez pas de quelle manière les organisations internationales élaborent des séries supposées homogènes alors que, selon les méthodes et les hypothèses de « *rebasement* », l'appréciation de la croissance peut être très différente. Par exemple le Nigeria utilise toujours 1993 comme année de base, ce qui signifie que toutes les dynamiques liées aux téléphones portables ne sont pas comptabilisées. Le Ghana, à l'inverse, retient maintenant 2006 comme nouvelle année

de base, si bien que la téléphonie mobile est entièrement prise en compte dans la structure de l'économie. Le type de récits qui émerge de ces calculs est donc complètement différent selon l'année de base retenue.

B. H. et B. S. : Vous nous dites donc que l'on a un discours présenté comme unifié, mais en réalité, ces données sont construites à partir de techniques très différentes selon les pays et les périodes. Le discours sur la croissance serait donc soumis à des questions purement techniques, voire bureaucratiques, et qui n'ont rien d'économique. Est-ce bien cela ?

M. J. : Oui. Malheureusement, quand vous avez affaire à des séries internationales, il est très difficile pour le chercheur ou l'analyste de savoir ce qui se passe. En fait, la révision de base est seulement entreprise, autant que je sache, quand il y a des financements des bailleurs. De la sorte, il y a une logique technocratique dans ces aménagements, plus qu'une logique de vérité, bien que tous les utilisateurs souhaitent que les données permettent une appréhension aussi juste que possible des évolutions de l'économie. Mais il doit y avoir un accord des bailleurs pour entreprendre ces changements. À chaque fois qu'il y a eu une révision de la base, du moins quand j'ai eu accès à la documentation, cela a été effectué avec l'assistance d'un pays bailleur, des Nations unies, de la Banque mondiale ou du FMI. Les considérations les plus techniques sont donc bel et bien une part intégrante du récit de la croissance.

B. H. et B. S. : On a souvent tendance à penser que les résultats de la croissance sont avant tout rendus fragiles parce qu'ils sont orientés par les volontés politiques de montrer des taux de croissance élevés. Que peut-on dire dans ces conditions des révisions de méthode ou de base ?

M. J. : La révision du PIB au Ghana est un cas très intéressant à cet égard. On a vu le PIB *per capita* passer d'environ 560 dollars (en dollars américains actuels), le 5 novembre 2010, à environ 1 100 dollars, le 6 novembre, autrement dit le lendemain. Il y a donc eu une augmentation de 60 % du PIB si vous le calculez à partir de son niveau actuel (ou un doublement si vous le calculez à partir du niveau initial). Comment expliquer cela ? L'enjeu politique peut sembler, de prime abord, l'explication principale : le *rebasement* a été réalisé juste après l'élection présidentielle, alors que pendant la campagne les candidats avaient promis de faire du Ghana un pays à revenu intermédiaire. Mais honnêtement je ne dirais pas que c'est cela qui explique ce qui s'est passé.

D'après ce qui m'a été dit à l'Office national des statistiques du Ghana, les conseillers techniques du FMI estimaient qu'il y avait un sérieux problème de sous-estimation de l'économie. Quand cela a été discuté au ministère des Finances avec le FMI et d'autres ministères, tous ont conclu qu'il était temps de procéder à une révision de la base. Les banques commerciales étaient aussi de cet avis, car leurs portefeuilles de prêts ne correspondaient plus à la réalité. Donc il y a eu un accord général. Le résultat est que le revenu ghanéen a fortement augmenté d'un coup, mais cette « croissance » peut être considérée comme une fiction : elle est seulement le résultat d'une nouvelle mesure de l'économie et de l'application de nouvelles pratiques techniques ! En ce sens, je ne pense pas qu'il y ait eu tricherie, parce qu'il y avait un consensus technique et politique parmi les élites économiques. Mais cela est arrivé au mauvais moment, si bien qu'il a pu y avoir beaucoup de suspicion parmi les utilisateurs des données, tout comme dans la population ghanéenne.

Bien sûr de telles réévaluations du PIB ne sont pas propres à l'Afrique, pas plus que les suspicions d'instrumentalisation politique qu'elles génèrent. Toutefois, des hausses d'une telle ampleur ne sont pas communes parmi les économies plus riches. En Afrique, c'est assez fréquent : suite aux ajustements structurels en Tanzanie et en Zambie, les augmentations ont atteint 60 % du PIB pour le premier et presque 40 % pour le second ; on peut aussi s'attendre à des révisions de 30 à 50 % au Nigeria et au Kenya, qui doivent prochainement revoir leurs méthodes. Ces incertitudes relatives ont d'ailleurs parfois des conséquences importantes. Ainsi à la fin du printemps 2011, la révision du PIB du Ghana a entraîné un reclassement de ce dernier dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire : depuis ce pays n'est plus éligible aux prêts concessionnels de la Banque mondiale.

B. H. et B. S. : Les économistes qui utilisent les données sur la croissance sont-ils sensibilisés à ces questions et sinon pourquoi ? Ne connaissent-ils pas les pays qu'ils étudient ?

M. J. : Cette question touche à un point négligé, mais fondamental, à propos de la manière dont l'histoire économique de l'Afrique est en général écrite et étudiée. Il y a eu une évolution dans les profils et les pratiques des analystes : dans les années 1980, les économistes qui écrivaient sur l'Afrique étaient surtout des spécialistes de certains pays en particulier. Paul Collier a par exemple beaucoup publié sur le Kenya et la Tanzanie dans les années 1980².

2. Voir P. Collier et D. Lal, *Labour and Poverty in Kenya, 1900-1980*, Oxford, Clarendon Press, 1986 ;

Mais cela a beaucoup changé au cours des années 1990. Les économistes ont commencé à travailler sur des comparaisons et à élaborer des récits de croissance à l'échelle du continent. Le même Paul Collier est devenu le champion des « régressions de croissance ». Et dans ses comparaisons internationales, les questions relatives aux données nationales ne sont même pas effleurées. Cela signifie que l'attention croissante pour un récit global sur l'Afrique a considérablement compromis la possibilité d'interpréter correctement les agrégats économiques. Et cela a eu pour conséquence d'institutionnaliser les interprétations hasardeuses et l'usage d'estimations aléatoires comme bases des récits de la croissance africaine.

B. H. et B. S. : À partir de cette image de croissance, et avec les précautions que vous nous incitez à prendre, peut-on dire quelque chose sur la croissance en Afrique, au strict plan économique ? Que reste-t-il des récits que l'on avance généralement ?

M. J. : Ce dont on peut être sûr c'est qu'entre les années 1960 et les années 1970, il y a eu un investissement massif dans la production industrielle et, depuis lors, une diminution. Mais on ne peut rien dire à propos de l'agriculture. Malgré l'utilisation d'indicateurs indirects divers (ce que l'on appelle des « proxies ») pour estimer les fluctuations – comme les importations, les dépenses des ménages ou l'occurrence de famines – et malgré les nouveaux outils mis en place pour suivre la production vivrière dans de nombreux pays après les crises alimentaires des années 1970 et 1980 (notamment dans des pays sahéliens et en Éthiopie), on ne peut quasiment rien dire sur la croissance agricole des quarante dernières années dans la plupart des régions d'Afrique. Ce qu'on sait, c'est qu'on ne sait pas. Et cela aide à expliquer la divergence de récits à propos de ce qui s'est passé dans les économies africaines. Par exemple Paul Collier suggère que les mauvaises statistiques des années 1980 ont conduit à sous-estimer le déclin économique ayant accompagné l'ajustement structurel, déclin qu'il considère massif, mais je ne suis pas d'accord du tout avec cela. Puisqu'on ne peut rien dire de l'économie rurale, de l'économie informelle et que nous n'avons que des informations parcellaires sur l'économie formelle, on ne peut pas être d'accord avec cette hypothèse. Il est en effet très vraisemblable que les activités informelles ont considérablement augmenté entre les années 1970 et 1980. Et si vous considérez que les économies ont été largement sous-estimées pendant les années 1980, comme le montre mon

travail, alors la croissance pendant les années 1990 a été largement surestimée! Aussi, le discours sur le renouveau africain dans les années 1990 était pour une grande part fondé sur une interprétation contingente des données et sur des idées simplistes sur les économies africaines. Les conséquences de ces phénomènes liés uniquement à la construction des données sont très importantes. Prenez le cas de la Tanzanie où une étude menée dans les années 1990 sur le secteur informel a permis de réévaluer le PIB. Ce nouveau PIB a été mal interprété par des économistes qui y ont vu une croissance résultant des politiques de libéralisation. En fait, la hausse du PIB n'avait aucun rapport avec la libéralisation. La raison, à savoir l'inclusion dans les statistiques d'une plus grande part de l'économie, était technique. Il s'est passé la même chose au Ghana avec les 60 % d'augmentation du PIB déjà mentionnés. Cette même année 2010, le Ghana a connu ses meilleurs « résultats économiques » depuis vingt ans. Mais de telles « améliorations » ne sont en réalité que le produit de décisions *ad hoc* sur les méthodologies. D'ailleurs, les changements méthodologiques sont eux-mêmes contingents et peuvent ne pas perdurer. Par exemple au Malawi, l'agence d'aide norvégienne a financé pendant quelques années un programme de renforcement des capacités de l'Office national des statistiques, qui a amélioré la comptabilité nationale. Mais si l'assistance technique cesse et que l'unique personne qu'ils ont formée part, l'Office des statistiques reviendra très probablement à ses anciennes méthodes rudimentaires. On se retrouve donc avec des dynamiques chiffrées complètement erratiques.

B. H. et B. S. : Donc pour être très clair, ce que vous montrez c'est qu'il y a des fictions de croissance qui sont construites derrière les récits globaux, et qu'il est nécessaire de revenir à l'échelle nationale si l'on veut interpréter ces données ?

M. J. : Exactement. Il faut historiciser, localiser et contextualiser la production de données si on veut les comprendre. Pour saisir l'histoire économique d'un pays, il faut revenir à l'échelle nationale et articuler les phénomènes économiques et les aspects techniques de la comptabilité. Mais presque personne ne le fait quand il s'agit de la croissance africaine.

B. H. et B. S. : Revenons aux comparaisons internationales. Ce que vous nous avez montré laisse donc penser que les mises en perspective des économies africaines produisent des patchworks de constats qui eux-mêmes n'ont pas grand sens...

M. J. : Oui! Je pense que l'on peut envisager cette question de deux manières

différentes. D'un côté, vous avez le problème classique soulevé par les récits globaux construits à partir des évolutions moyennes des agrégats. Si je rencontrais Bill Gates, notre revenu moyen serait important, mais cela ne signifierait pas pour autant que je serais riche ! De telles réflexions doivent être prises en considération pour étudier les méthodes usuellement employées pour l'analyse de la croissance africaine, comme les techniques économétriques. Beaucoup des personnes qui se prêtent aux comparaisons internationales de croissance sont pleinement conscientes des limites de leur approche. Elles ont d'ailleurs l'habitude de mettre en garde les lecteurs dans leurs premiers articles, les invitant à être prudents dans l'interprétation des récits globaux et des résultats génériques obtenus à partir des agrégats (comme « la libéralisation du commerce est bonne pour la réduction de la pauvreté », ou « la production du secteur pétrolier sape la productivité nationale », le fameux syndrome hollandais). Elles rappellent aussi que les données nationales sont très fragiles. Mais très vite elles oublient ces précautions initiales et commencent à mener leurs comparaisons et leurs régressions sans scrupule, car la méthodologie est largement acceptée par les chercheurs, et parce qu'il y a une compétition entre eux. Mais quand vous faites cela, vous entrez dans la fiction de la croissance. D'un autre côté, certains éléments liés à des techniques de calcul peuvent confirmer que les comparaisons internationales sont, comme vous le dites, « un patchwork de non-sens ». J'ai déjà décrit la fiction économique ghanéenne, où une hausse de 60 % du PIB était à la fois liée à l'intégration du secteur informel et le résultat complètement artificiel des techniques employées. Mais prenez d'autres histoires comme celle de l'Angola, ou de la Guinée équatoriale – qui ont connu une croissance très rapide liée à la production pétrolière. Leur histoire économique est une fiction, mais pas dans le même sens : ces deux pays ont certes bénéficié de l'augmentation très importante du prix du baril de pétrole, mais c'est pratiquement la seule chose que reflètent les comptes. En effet, à côté de cela, vous ne pouvez pas être sûr que le reste de l'économie soit correctement intégré dans les chiffres et dans le récit de croissance, et généralement de fait ce n'est pas le cas. Beaucoup de pays producteurs de pétrole ont peu de données concernant le secteur non pétrolier. Il y a donc autant de récits de croissance qu'il y a de pays. Alors encore une fois, oui, la manière dont les séries de croissance des pays sont intégrées dans les récits relatifs au continent devrait être considérée avec beaucoup de précautions. Les « vraies » raisons cachées derrière les tendances de la croissance africaine sont loin de correspondre aux interprétations classiques auxquelles se réfèrent en général les économistes et aux théories consacrées par les manuels d'économie du développement, comme les fameux profils de la croissance économique moderne étudiés par le prix Nobel d'économie Simon Kuznets...

B. H. et B. S. : Allons encore plus loin dans le même sens. Votre travail donne des exemples amusants sur la manière dont les bricolages statistiques et bureaucratiques créent des fictions économiques...

M. J. : Il est vrai que la fiction trouve bien souvent son origine dans des pratiques bureaucratiques. De très bons exemples en sont l'usage extensif d'indicateurs indirects – les fameux « *proxies* » évoqués plus haut – pour estimer l'activité lorsque l'on ne peut l'estimer directement et l'utilisation de quelques techniques de lissage des données. Permettez-moi d'évoquer d'abord ce second point. J'ai été en effet tout à fait surpris par ce que j'avais découvert en étudiant les comptes nationaux au Botswana, mais j'ai ensuite réalisé qu'il en allait de même au Ghana, au Nigeria ou en Tanzanie. Dans tous ces pays il a été établi que le PIB était sous-évalué. En analysant les modalités de fabrication du récit statistique (sans pour autant, bien sûr, m'attacher à établir moi-même les « vrais » chiffres de PIB), j'ai constaté que pour prendre en compte la rupture dans les séries du PIB, des statisticiens ont « lissé » les séries, réécrivant à rebours une histoire fictive de la croissance. Dans le cas du Botswana, quand ils ont élaboré une nouvelle enquête sur le budget des ménages au milieu des années 1980, ils ont découvert que la consommation était plus élevée que ce qu'ils attendaient, pour des raisons très simples : par exemple, ils n'avaient jusqu'alors pas inclus le lait comme produit de consommation et ont donc décidé de l'inclure. Mais comme l'administration n'a pas voulu qu'il y ait un basculement soudain dans les séries, il a été décidé de réintégrer progressivement le montant de cette consommation. En fin de compte, chaque année, le PIB se retrouve avec un montant additionnel qui gonfle artificiellement les chiffres de la croissance. Ici, l'administration semble bien avoir créé une histoire « acceptable », mais artificielle, de la croissance. Cela ne veut pas dire qu'ils auraient dû laisser les agrégats sous-évalués. Il y avait une incohérence grandissante entre les données et l'économie réelle qui devait être corrigée. Mais cela serait beaucoup plus transparent de l'ajouter en une seule fois, et de faire savoir aux utilisateurs que les agrégats économiques ont changé à partir d'une année donnée. C'est tout à fait le genre de questions dont les économistes devraient débattre. Dans quelle mesure les statistiques reflètent-elles la réalité économique ? C'est une question technique très basique qui a de lourdes conséquences sur les récits de la croissance. Au Ghana, au Nigeria et en Tanzanie, ils ont eu le même problème, mais au lieu de débattre de la provenance de cette « croissance » additionnelle, de telles questions ont été réglées par des statisticiens nationaux avec les conseils du FMI, sur la base de considérations purement techniques. C'est ainsi que ces questions restent absentes du débat public.

B. H. et B. S. : Et d'ailleurs, en Norvège ou en France, on fait exactement la même chose : ce sont des pratiques conformes aux recommandations internationales. Donc finalement, les fictions bureaucratiques ne sont pas uniquement africaines...

M. J. : Vous avez raison. Mais puisque j'en viens maintenant à la question des « proxies », vous verrez qu'il y a des pratiques qui sont propres aux pays où les informations sur l'économie sont particulièrement éparses et peu fiables. Ainsi dans les pays africains vous disposez en général seulement des données sur une partie du secteur manufacturier, sur une très petite partie du secteur de la construction et sur quelques parties du commerce extérieur. Vous ne savez pas non plus grand chose de certaines activités des administrations et du secteur public. Il est donc nécessaire de se fonder sur des suppositions pour calculer les agrégats économiques, et celles-ci sont décisives. Prenez par exemple l'estimation du secteur informel en Tanzanie : les hypothèses qui président à son calcul sont fluctuantes. Avant 1997, le secteur informel était supposé être en déclin quand le secteur formel l'était, mais après 1997, on a affirmé l'inverse, c'est-à-dire que le secteur informel prospérait lorsque le secteur formel déclinait. Cette hypothèse est tout à fait déterminante, parce qu'elle reflète ce que l'on pense être la productivité marginale³ dans le secteur agricole. Mais contrairement aux années 1960 et 1970, plus aucun livre n'est écrit (ni lu) sur de telles questions. Les bureaux de statistiques prennent ces décisions seuls, ou conseillés par le FMI ou le ministère des Finances. Des estimations triviales ont alors de sérieuses conséquences !

B. H. et B. S. : En fait vous êtes en train de nous démontrer que ce que nous désignons par l'expression « fiction de la croissance en Afrique » renvoie à des réalités multiples : dans le cas du Ghana ou du Botswana, la fiction naît vraiment des procédés techniques indépendamment de toute lecture économique ; le récit de la croissance tanzanienne est en revanche directement dépendant des hypothèses sur les comportements économiques (par exemple du secteur informel) ; quant au cas de l'Angola, la croissance pétrolière – autrement dit un phénomène économique réel – prend le pas sur le reste de l'économie moins bien appréhendé. Là le récit n'est pas fictif, mais reste très partiel. Venons-en alors à un autre point central de votre travail

3. La productivité marginale (du travail) est l'effet d'une unité d'intrant supplémentaire (d'un travailleur supplémentaire) sur la production du secteur. Elle sera par exemple nulle si la production totale ne s'accroît pas lorsqu'un individu supplémentaire participe à la production. Supposer que le secteur informel ne croît pas lorsque le formel croît, c'est considérer que les individus qui délaissent (ou perdent) leur emploi formel et qui trouvent des ressources dans l'informel ne produisent rien (note de B. H. et B. S.).

puisque vous montrez que l'on peut proposer une périodisation des modes de calcul de la croissance et des grands récits, en gros depuis les années 1950. Selon vous, les Indépendances ont représenté une rupture dans les modes de calculs, alors que nombres de travaux d'historiens ou de sociologues mettent en avant les continuités dans les travaux administratifs⁴. Quels sont vos arguments du point de vue des techniques statistiques ?

M. J. : Je pense en effet que les Indépendances représentent un marqueur très utile : en s'intéressant aux pratiques statistiques et comptables, on analyse en fait la manière dont des États se représentent eux-mêmes et à un moment où, pour les États nouvellement souverains, l'information statistique est devenue très importante. Je suis tout à fait conscient des différents récits qui mettent en avant la continuité historique, à l'image des travaux de Fred Cooper par exemple... Les sociologues ont également montré qu'il existait de fortes continuités dans les bureaucraties, que les agents publics étaient souvent les mêmes avant et après l'indépendance d'un pays et que les techniques qu'ils utilisaient étaient souvent identiques. Mais en ce qui concerne la comptabilité nationale, la perspective a changé et les méthodes employées avant les Indépendances sont largement devenues inacceptables d'un point de vue politique, tant pour les utilisateurs que pour ceux qui les font. Pourquoi ? Parce que les modes de calculs n'étaient pas ceux d'un État indépendant ! Toute cette histoire est fascinante, car il s'agit de prendre correctement en compte les Africains dans les chiffres. Après l'indépendance, toute la population devait être incluse dans les calculs statistiques, ce qui n'était pas le cas avant. Dans de nombreux pays, une grande part de la population compte bien plus au plan politique dans les années 1960 que dans les années 1950, et elle est donc de plus en plus comptabilisée et prise en compte dans les statistiques économiques et démographiques.

B. H. et B. S. : Voulez-vous dire que les récits de croissances étaient typiquement coloniaux ?

M. J. : Bien entendu. Revenons aux premières estimations de revenus pendant la période coloniale. Par exemple la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, en 1945, avait des estimations de revenu basées sur la comptabilité de l'économie coloniale et sur les dépenses de la Colonie (fonds qu'elle levait

4. Voir par exemple F. Cooper et R. Packard (dir.), *International Development and the Social Sciences: Essays on the History and Politics of Knowledge*, Berkeley, University of California Press, 1997 ; F. Cooper, *Africa Since 1940: the Past of the Present*, New York, Cambridge University Press, 2002.

et qu'elle consacrait à son propre budget). Après avoir procédé ainsi pendant cinq ou six ans, les administrations coloniales ont en fait ajouté, pour la première fois, un (très) petit montant pour la production africaine. À cette époque, aucun pays ne disposait d'estimations de la production. Parmi les autres premières tentatives d'estimation, vous avez quelques chiffres sur le Tanganyika de Peacock et Dosser, sur la Rhodésie et le Nyassaland de Phyllis Deane, sur le Nigeria de Prest et Stewart dans les années 1950. Phyllis Deane a beaucoup travaillé sur le terrain, entreprenant ce qu'elle appelait «une expérimentation en matière de comptabilité nationale coloniale». Mais elle finit par conclure que la production africaine ne pouvait pas être aisément reflétée dans les agrégats du revenu national et que les classifications économiques devaient par conséquent faire la différence entre colonisateurs, Africains et Asiatiques. À cette époque, il y avait de nombreux débats pour savoir ce qu'il fallait ou non inclure dans les nouvelles estimations de la croissance. Ces débats étaient très idéologiques. L'optimisme du développement conduisait certains universitaires à penser que le changement économique rapide dispensait de rendre compte correctement des très petites unités de production ou des travaux ruraux. Lewis considérait que la croissance économique impliquerait la lente progression du secteur capitaliste et l'absorption finale du secteur de «subsistance» par ce dernier. Cette vision du développement et de la croissance économique justifiait alors d'ignorer le secteur de «subsistance», puisqu'il était considéré comme un secteur statique, attendant d'être intégré par le secteur capitaliste, moderne et urbain⁵. De nombreux chercheurs soulignaient cependant la nature capitalistique et le dynamisme des activités des acteurs dans le secteur rural et soutenaient qu'il n'existait pas d'agriculture de «subsistance». En renversant cette perspective, on pouvait alors attendre que le développement émerge précisément des parts de l'économie usuellement non comptabilisées. Mais «non comptabilisées» peut malheureusement aussi signifier «ignorées»... C'est pourquoi les hypothèses élaborées au bureau statistique étaient si déterminantes.

B. H. et B. S. : Donc ces choix méthodologiques reflétaient aussi des catégories morales, idéologiques et pour tout dire racistes...

M. J. : Oui, mais il n'y a pas que cela. Certes, des arguments pouvaient être très idéologiques ou racistes. Par exemple celui de «l'offre de travail illimitée»

5. Nous remercions un de nos lecteurs d'avoir fait remarquer que la situation de nombreux territoires colonisés par la France était très différente, car l'État colonial français tenait à afficher des productions élevées.

qui revenait à considérer que la productivité des travailleurs africains était nulle dans les travaux agricoles, ce qui conduisait à ne pas prendre en compte la production rurale africaine. Toutefois, à côté de tels arguments, certaines personnes s'inquiétaient au contraire du manque d'information sur l'économie africaine, tout en étant dans l'impossibilité de recueillir des informations du fait des nombreuses difficultés matérielles. Compte tenu des efforts que demandait la collecte d'informations sur la production africaine, beaucoup pensaient que l'apport du point de vue des connaissances était trop faible pour justifier de conduire de telles opérations. En outre, il faut se rappeler que les estimations les plus anciennes étaient calculées par des chercheurs sans financement public. Donc il y avait aussi une raison pragmatique. Ainsi, quand les manières de calculer les agrégats ont changé avec les Indépendances, ce n'était pas uniquement pour des raisons idéologiques. Admettre que le secteur de subsistance était trop important pour être ignoré finit d'ailleurs par faire parti du bon sens⁶. Rappelez-vous Stolper et les idées qu'il développe dans son livre *Planning Without Facts*⁷ : elles reposent surtout sur des considérations technocratiques, et non idéologiques.

B. H. et B. S. : Votre travail montre également qu'il y a conjonction entre des considérations pratiques et technocratiques et des considérations politiques pour intégrer toujours plus d'informations sur l'économie, c'est bien cela ?

M. J. : Cela fait référence à ce que j'appelle la « frontière de production », qui est vraiment le point essentiel pour comprendre l'évolution dans les récits de la croissance. Au moment des Indépendances, la « frontière de production » s'est déplacée pour être de plus en plus inclusive. Après les Indépendances, la population paysanne rurale était politiquement plus importante, raison pour laquelle on a changé la façon dont la production était comptabilisée. Dans les comptes coloniaux, le poids donné à la production de nourriture était nul ou négligeable. Les documents coloniaux de l'Empire britannique publiés chaque année, souvent appelés les *Blue Books*, contenaient par exemple des statistiques sur les importations et les exportations, sur les taxes et les

6. De même dans ce cas, la situation était différente de celle de nombreux pays d'Afrique francophone : à la fin de la période coloniale, le secteur de subsistance était précisément quantifié, comme le secteur « moderne » destiné aux exportations ou à la transformation (note de B. H. et B. S.).

7. W. F. Stolper, *Planning without Facts. Lessons in Resource Allocation From Nigeria's Development*, Cambridge, Harvard University Press, 1966.

dépenses, sur l'emploi formel et les activités pénitentiaires, d'éducation et de services de santé. Mais les pages consacrées à la production agricole sont vides. Comme évoqué précédemment, les estimations coloniales n'incluaient pas ces activités dans le domaine de production. Pourtant, dans les systèmes de comptes nationaux, il était possible de le faire. Toute production qui était commercialisée devait être incluse. La différence fut qu'après les Indépendances les autorités, et les statisticiens en leur nom, ont fait un effort pour inclure cette production. Les recensements de population ont suivi les mêmes dynamiques, et ils donnent une vision très claire des changements intervenus dans les pratiques. Prenons l'exemple du recensement de la population effectué en 1953 au Nigeria. Auparavant, lorsque les données de recensement n'étaient pas utilisables, les administrations se servaient des registres fiscaux. Pour les personnes en charge de dénombrer la population, il était alors beaucoup plus facile de dire qu'il y avait douze personnes au lieu de vingt, de sorte que la collecte des impôts soit plus simple. La population nigériane a ainsi associé le recensement à la collecte des impôts. Un important biais en a résulté dans le recensement de 1953, à l'issue duquel la population fut largement sous-estimée. En 1963 en revanche, le Nigeria devient indépendant et tout à coup les gens commencent à « compter » positivement, ce qui se reflète par exemple dans les débats relatifs à l'Assemblée fédérale. L'idée n'est plus de fuir l'État, mais de capturer l'État, d'être inclus dans l'État et d'être comptabilisé par l'État. Ce faisant, la population du Nigeria, qui était estimée à environ 36 millions de personnes en 1953, passe à presque 60 millions en 1963! D'autres débats relatifs à la production sont aussi intéressants. Par exemple dans les années 1950, Stewart et Prest étaient déroutés par la taille des ménages et se demandaient comment prendre en compte la production de ces derniers⁸. C'est bien entendu un problème général, mais en termes quantitatifs, il est beaucoup plus important dans les économies les plus pauvres. Que faire quand la production se fait dans les ménages, ou est commercialisée au sein même d'une famille polygame? Faut-il les exclure? Leur questionnement sur les activités internes aux ménages était si radical que les auteurs ont été jusqu'à défendre qu'il fallait considérer les grossesses comme une production, devant être valorisée et intégrée aux agrégats.

8. A. R. Prest et I. G. Stewart, *The National Income of Nigeria*, Colonial Office, Colonial Research Studies, n° 11, Londres, HMSO, 1953.

B. H. et B. S. : Ces débats sur la bonne manière de prendre en compte les activités ménagères sont célèbres pour avoir eu lieu dans les années 1970 et depuis... ils ont été bien appauvris, comme si la technicité accrue se faisait au détriment de la signification donnée à ces calculs.

M. J. : Oui, quelques débats anciens étaient déjà très riches ! Par exemple il y avait aussi des débats sur l'opportunité d'harmoniser les statistiques sur le revenu. À la fin des années 1950, Dudley Seers pensait que les agrégats de revenus africains étaient trop hétérogènes pour être comparés, et que les standardiser était impossible sans perdre la plupart des informations sur l'économie des pays. Il a donc pensé que si on instituait des normes de comptes nationaux pour l'Afrique subsaharienne ou pour un autre pays pauvre, cela causerait une « réduction nette des connaissances » sur chacun des pays du continent. Cela signifie donc qu'à cette époque l'hétérogénéité posait question. Certains refusaient même de comparer les chiffres relatifs au revenu...

B. H. et B. S. : Dernière question : qu'est-ce qui a incité à produire des statistiques macroéconomiques à partir des années 1960 ? Était-ce le fait des Indépendances et de l'obligation de fournir de telles informations aux Nations unies ?

M. J. : Il est certain que les États ont l'obligation de fournir leurs chiffres du PIB aux Nations unies chaque année. Mais quant à savoir si c'était réellement la raison pour laquelle les États ont commencé à produire des estimations de revenu, je ne saurais le dire. Ce que je peux dire c'est que, sans aucun doute, dans la plupart des pays, les premières années où les comptes ont été calculés se situent juste autour des Indépendances, et pour la plupart immédiatement après. C'est là que le récit de la croissance commence !